



Extrait du UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article5724>

Insupportable ingérence du CRIF

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : samedi 1er juillet 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Communiqué de l'AFPS, vendredi 30 juin 2017.

Le président du CRIF vient une nouvelle fois de sortir de son rôle en demandant au ministre des Affaires étrangères de se conformer aux directives de Netanyahu et de légitimer la colonisation. Il vient en effet de l'appeler à s'opposer à l'inscription de la vieille ville d'Hébron comme patrimoine mondial en péril au titre du patrimoine palestinien au cours de la session du Comité du patrimoine qui s'ouvre le 2 juillet à Cracovie. Il pousse l'impudence jusqu'à écrire aux ambassadeurs de 16 des 21 pays membres de ce Comité, alors même que Netanyahu a empêché vendredi l'accès à la vieille ville d'un groupe d'experts de l'UNESCO.

Il fait mine d'ignorer qu'Hébron est, à son corps défendant, devenue LA ville emblématique de l'occupation et de l'apartheid israélien où quelques centaines de colons fanatiques, implantés de force au coeur de la ville, appuyés par l'armée d'occupation, pourrissent la vie de milliers de Palestiniens. Ils y occupent maisons et appartements par la force, menaçant et violentant les habitants pour les expulser de leur quartier après avoir contraint commerçants et artisans à quitter le coeur vivant de la ville.

La protection de ce site est depuis longtemps à l'ordre du jour et depuis 2009 deux villes françaises jumelées avec Hébron ont contribué à la création d'un comité international pour la défense et la promotion de ce patrimoine unique.

Le ministre des Affaires étrangères ne peut accepter de se transformer en supplétif du gouvernement Netanyahu mais doit rappeler fermement que la France s'oppose à la colonisation ici à l'oeuvre avec une violence extrême et ne reconnaît aucun fait établi par la force. Elle doit rejeter cette ingérence grossière où un responsable communautaire se fait le porte-parole d'une puissance étrangère qui viole le droit international.

Elle doit encourager les membres du Comité du patrimoine de l'UNESCO à résister aux pressions d'Israël et des États-Unis de Trump.

Le Bureau national